



CONFEMEN *infos*

n° 16

La lettre d'information du Secrétariat Technique Permanent de la CONFEMEN

SOMMAIRE

EDITORIAL



information.

Le cercle d'audience de la CONFEMEN continue de s'élargir. Nous en avons fait encore une fois l'heureux constat lors des deux activités phares qui ont marqué le quatrième trimestre de l'année 2008. Deux réunions, deux défis d'importance, mais toujours une seule et même préoccupation depuis des décennies, le développement harmonieux des systèmes éducatifs de ses membres. Des initiatives qu'ils ont été nombreux à saluer à travers le monde et que j'évoque ici pour votre

D'abord, l'atelier sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs, tenu en octobre 2008 à Cotonou (Bénin), qui a réuni les responsables des services de communication des ministères de l'Éducation de 21 pays d'Afrique, d'Asie et de l'océan Indien. Pour avoir été témoin de l'enthousiasme et de l'engagement avec lesquels ils ont accueilli l'initiative, pour avoir jaugé leur degré de motivation, pour avoir également entendu leur cri du cœur, je puis vous assurer que nous avons de bonnes raisons d'investir davantage dans la communication. Le réseau qu'ils ont décidé de mettre en place à Cotonou, tout comme le plan d'action élaboré pour le cinquantenaire de la CONFEMEN, illustrent suffisamment leur détermination à apporter leur contribution au développement de nos systèmes éducatifs.

Ensuite, la réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation, tenue en novembre 2008 à Bujumbura (Burundi), qui a enregistré des délégués de près de 30 pays venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique et de l'océan Indien. En décidant de tenir cette réunion de Bujumbura sur une question dont la CONFEMEN a fait son credo, et qui était déjà à l'ordre du jour de la 49^e session ministérielle à Yaoundé (Cameroun) en 1994, nous avons voulu créer les conditions d'une relance des efforts en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Bien entendu, Bujumbura n'est qu'une étape d'un processus qui nous conduira à la 54^e session ministérielle et au 50^e anniversaire de la CONFEMEN en 2010.

Le début de 2009 nous rappelle que nous sommes à mi-parcours de l'échéance de 2015 pour l'Éducation pour tous (EPT). Les indicateurs actuels nous exhortent à conjuguer nos efforts et à travailler ensemble pour que l'EPT soit une réalité partout. Même dans les pays qui accusent un retard.

En ce début d'année 2009, notre pensée va aussi vers l'emménagement du Secrétariat technique permanent (STP) dans les nouveaux locaux que le gouvernement du Sénégal met à la disposition de la CONFEMEN. En attendant de vous informer amplement sur nos nouvelles coordonnées, je voudrais présenter, au nom de la CONFEMEN, mes meilleurs vœux de nouvel an à toutes les lectrices et à tous les lecteurs de CONFEMEN infos.

Mme Adiza HIMA
Secrétaire Générale

01
Editorial

02
Réunion-débat sur les facteurs
essentiels de la qualité de
l'éducation

05
Coopération entre les différents
programmes d'évaluation

06
Interview de Mme Adiza Hima,
Secrétaire générale de la
CONFEMEN

08
Atelier international sur
la communication pour une
bonne gouvernance du système
éducatif

11-12
Départs et nouveaux visages

Réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation

Bujumbura, la capitale du Burundi, a accueilli du 3 au 6 novembre 2008 une réunion-débat sur le thème « Les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation ». Organisée par la CONFEMEN, cette réunion, qui s'inscrit dans la perspective de la 54^e session ministérielle et du cinquantième de la CONFEMEN, a regroupé des délégués de près de 30 pays ainsi que des délégués d'institutions internationales partenaires.

La réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation a eu pour objet de faire le point sur le chemin parcouru en matière d'amélioration de la qualité de l'éducation, d'identifier les facteurs qui ont été véritablement pris en compte dans les politiques éducatives et d'en déterminer les incidences sur les enseignements/apprentissages à travers un partage d'expériences. En plus de l'exposé introductif du

Professeur Adama Samassekou, ancien ministre de l'Éducation du Mali et Secrétaire exécutif de l'Académie africaine des langues (ACALAN), quatre exposés de cadrage ont été faits, suivis d'études de cas de certains pays. À travers son exposé intitulé « La refondation des systèmes éducatifs : socle d'une éducation de qualité »,

M. Samassekou a notamment indiqué que tout développement humain durable passe par la prise en compte des valeurs économiques, sociales et culturelles dont recèle le milieu. Se réjouissant que la CONFEMEN se soit approprié cette conviction et l'ait affirmée à travers les travaux de ses 46^e, 47^e, 48^e et 49^e sessions ministérielles, M. Samassekou a prôné la refondation des systèmes éducatifs africains sur la base d'un multilinguisme avec pour fond d'ancrage la langue maternelle. Des débats riches et instructifs qui ont suivi cet exposé, on peut surtout retenir les difficultés notées en matière de pérennisation des initiatives et innovations à cause de l'instabilité des régimes politiques et de l'insuffisance des ressources financières.

En termes d'orientations pertinentes dégagées, l'atelier a retenu, entre autres, au vu de l'importance de l'impératif pédagogique, qu'on ne peut parler de méthodes actives dans une langue qu'on ne comprend pas et qu'il faut faire de l'école une école de la culture et de la langue pour résoudre les problèmes d'équité.

Les quatre exposés de cadrage, de belle facture, suivis d'études de cas non moins enrichissantes,



Une vue des participants à la réunion-débat de Bujumbura

ont permis aux participants de confronter leurs expériences. Tant sur la réforme des curricula, le manuel scolaire, le métier d'enseignant ou encore la réduction des redoublements, quatre des facteurs clés définis par la CONFEMEN comme étant déterminants dans la refondation des systèmes éducatifs, les débats ont été particulièrement relevés, avec une participation de qualité de toutes les délégations.

Comme l'a souligné la Secrétaire générale de la CONFEMEN, Mme Adiza HIMA, lors de la clôture des travaux, « les quatre jours d'échanges ont permis aux participants d'apprendre les uns des autres, de s'enrichir mutuellement de leurs expériences et de tracer ensemble la voie d'une relance des actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays ». Il faut rappeler que l'idée de la refondation des systèmes éducatifs a germé depuis la rencontre de Yaoundé (Cameroun) en 1994 qui a identifié la réforme des curricula comme un des axes majeurs de l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Concertation en éducation

Selon M. Mbaye Ndoumbé GUEYE, ancien correspondant national de la CONFEMEN au Sénégal qui a présenté l'exposé de cadrage sur la réforme des curricula, l'éducation de qualité est une éducation qui minimise l'échec scolaire, à défaut de l'annuler, et permet à l'individu de s'insérer de manière harmonieuse dans son milieu tout en restant ouvert aux autres et de s'adapter aux transformations de son environnement. « C'est pourquoi, dit-il, il est important que les pays reprennent en main la réforme des curricula, avec l'appui d'experts, la mobilisation de ressources suffisantes, la formation des enseignants et la mise en place d'un dispositif de conception et de pilotage. » On peut à juste titre se réjouir des deux études de cas, celles du Bénin et de La République démocratique et populaire lao, qui ont davantage éclairé la lanterne des participants par des expériences pratiques plus ou moins porteuses. Cela ne veut pas dire que ces pays n'aient pas connu des difficultés, loin s'en faut. En vérité, la plupart des pays de la CONFEMEN ont tenté des réformes qui ont rencontré des difficultés dans le processus du développement curriculaire, en raison, notamment, de l'engagement limité du politique, de l'insuffisance des ressources et de leur gestion peu efficiente. Or, le rendez-vous de 2015 nous interpelle, tant en terme de quantité que de qualité. Il est dès lors impératif de trouver des solutions idoines en vue de répondre à cette exigence. D'où, notamment, l'appel des participants pour un engagement et un appui politique fort et permanent ainsi que pour l'adoption d'une approche systémique permettant d'intégrer les différents volets de la réforme (institutionnel, pédagogique, matériel, financier et humain) et l'ensemble du système éducatif, de la petite enfance à l'enseignement supérieur.

Du manuel scolaire

Dans le même registre, la faiblesse des résultats des élèves dans les apprentissages fondamentaux et le rôle et l'impact du manuel scolaire et du guide du maître sur les apprentissages, tout comme l'impérieuse nécessité de cultiver le goût de la lecture chez l'élève, ont amené les participants à la réunion de Bujumbura à proposer, entre autres, l'adoption et la mise en œuvre d'une politique nationale du manuel scolaire et des supports pédagogiques, la poursuite par les gouvernements de la politique de la gratuité des

manuels scolaires dans l'éducation de base ainsi que la création d'un cadre de coopération dans l'espace francophone pour la production des manuels scolaires en fonction d'un socle minimum commun de compétences. Pour le Professeur Pierre FONKOUA qui a présenté « *le manuel scolaire : élément déterminant dans les apprentissages : le ratio élève/manuel* », le manuel scolaire apparaît comme le support principal que l'enseignant et l'apprenant utilisent pour atteindre les objectifs pédagogiques opérationnels afin d'obtenir le rendement scolaire escompté. Quant au Professeur Toussaint Yaovi TCHITCHI, dont l'intervention a porté sur « *les politiques de manuels scolaires/production, gestion et distribution* », il précise qu'il existe deux grandes catégories de manuels, à savoir les ouvrages présentant une progression systémique et les ouvrages de consultation et de référence. À propos de l'idée d'un cadre de coopération dans l'espace francophone, la Secrétaire générale de la CONFEMEN a apporté des éclairages au sujet de l'accompagnement de l'OIF sur la question des manuels scolaires tout en soulignant le caractère sensible de la question des curricula et des manuels qui, précise-t-elle, relève de la souveraineté de chaque État. Cependant, elle a émis le vœu de voir les pays africains élaborer des manuels scolaires sur la base de programmes minimums communs permettant d'intégrer leurs systèmes éducatifs respectifs.

Du métier d'enseignant : quel rôle pour la qualité de l'éducation ?

Défi pour les systèmes éducatifs africains, la qualité de l'éducation reste quelque peu liée à la qualité des personnels enseignants. Selon Hamissou OUMAROU, consultant en économie et en planification de l'éducation, qui a présenté l'exposé de cadrage, la question de l'enseignant est capitale car elle a une influence directe sur l'acquisition des compétences et des apprentissages scolaires. L'*effet classe* qui, d'après le Pôle de Dakar, n'est autre que l'*effet maître*, contribue selon le PASEC pour 24% dans l'amélioration de la qualité des apprentissages.

Cependant, pour répondre aux exigences d'accélération de la scolarisation et face à l'insuffisance de ressources pour financer le secteur, les pays francophones d'Afrique ont opté pour le recrute-

Concertation en éducation

ment de volontaires et de contractuels de l'éducation. Il est bien vrai que cette mesure a eu des incidences positives, notamment, l'amélioration de l'accès de l'école, la non-interruption des enseignements, même en période d'hostilité, la création d'écoles dans les contrées sous-scolarisées, en même temps qu'elle a permis de résorber le chômage de diplômés du secondaire et du supérieur.

Mais cette politique n'a pas manqué de révéler ici ou là quelques insuffisances qui se traduisent par des signes de démotivation et de malaises générés par une perspective de carrière peu rassurante. C'est dans cette conviction unanime des participants à propos du rôle crucial de l'enseignant dans la qualité des enseignements/apprentissages que se sont inscrites les deux études de cas du Sénégal et du Canada/Québec. Parmi les facteurs essentiels identifiés en vue de replacer l'enseignement dans son rôle, figurent notamment, le recrutement de chefs d'établissement formés à la gestion scolaire et la mise en place de dispositifs permettant d'offrir des perspectives de carrière afin d'accroître la motivation des enseignants.

De la réduction des redoublements

Le débat sur le redoublement n'est pas récent et est alimenté par un nombre important d'ouvrages et de recherches scientifiques. Objet de nombreuses réformes dans l'espace francophone et de moins en moins pratiqué au niveau mondial, le redoublement n'a pas forcément les vertus pédagogiques qu'on lui confère. Les analyses réalisées par le PASEC dégagent, notamment, une forte variété des pratiques et une part importante d'aléas dans les décisions de redoublement.

Pour la CONFEMEN, la baisse des taux de redoublement apparaît donc comme un des leviers les

plus efficaces pour accroître l'accès à une éducation de qualité. Selon Jean-Noël SENNE, conseiller technique au PASEC et présentateur de l'exposé de cadrage, les pratiques pédagogiques effectives des enseignants constituent le levier principal sur lequel il faut agir pour réduire le taux de redoublement. Aujourd'hui, la tendance dans la plupart des systèmes éducatifs est à la baisse des redoublements. Les pays y parviennent par des stratégies multiples, allant de leur suppression ou leur limitation au sein des sous-cycles par le biais de mesures administratives à la sensibilisation de la communauté éducative, à la révision des méthodes d'enseignement et d'évaluation ou encore à l'adoption de standards d'évaluation qui vont de pair avec une révision des curricula, notamment dans le cadre de l'approche par les compétences. L'étude de cas de Madagascar apportera de l'eau au moulin du PASEC.

Au cours des débats, en plénière comme en atelier, les participants n'ont pas manqué de relever



les problèmes posés par le redoublement, en termes d'efficacité pédagogique, de coût, de rétention, d'accès et d'équité. Ils ont par conséquent recommandé, entre autres, la création d'un cadre normatif consensuel favorisant la réduction du redoublement et le renforcement des capacités organisationnelles et techniques à tous les niveaux (central, dé-

centralisé et à la base) en matière d'évaluation et de suivi des acquis scolaires. Mieux, eu égard aux constats faits sur la perception du redoublement dans certains pays, le plus urgent est sans doute d'investir dans la communication et la sensibilisation visant à faire évoluer, dans une démarche participative, les représentations des acteurs sur le redoublement.

La réunion de Bujumbura a pris fin sur une note de satisfaction générale. Gageons que les conclusions favoriseront un nouvel élan dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays.

Coopération entre les différents programmes d'évaluation

L'UNESCO a organisé du 28 au 30 octobre 2008 une réunion sur l'évaluation des acquis scolaires réunissant les principaux programmes/institutions travaillant dans ce domaine : PISA (OECD), IEA, SACMEQ (IIPPE), PASEC (CONFEMEN), EGRA (USAID/BM), SERCE (OREALC-Unesco Amérique du Sud) ainsi que divers partenaires institutionnels (GTZ, USAID, Banque mondiale, Secrétariat de l'Initiative Fast Track), organisations non gouvernementales (CARE) et des participants à titre individuel.

Cette rencontre avait pour but d'avancer dans la formulation concrète de propositions en vue d'assurer une meilleure collaboration des différents programmes et de rendre plus disponible et comparable l'information sur la qualité de l'éducation. Rappelons qu'il s'agit selon l'objectif 2 de l'Éducation pour tous (EPT) d'assurer une éducation de qualité pour tous et de mesurer les progrès par le biais d'indicateurs.

Constatant que les activités d'évaluation régionales et nationales menées en Afrique étaient mal connues, l'UNESCO a organisé un séminaire d'information sur le sujet en novembre auquel ont participé le PASEC, le SACMEQ et l'IEA. L'un des objectifs de ce séminaire était d'aborder la question de l'utilisation des résultats d'évaluation par les décideurs politiques, question sur laquelle le PASEC a fait des propositions concrètes.

En janvier, l'USAID a également organisé un atelier sur la mesure de la qualité, auquel le PASEC a participé, en vue de faire des propositions chiffrées au G8 pour étendre et améliorer les données sur la qualité. Pour l'occasion, un tableau des évaluations nationales, régionales et internationales a été réalisé et a permis de constater que la bonne couverture relative des pays Fast Track par les dispositifs d'évaluation est en grande partie due au PASEC, qui est actuellement le 3^e programme international d'évaluation en ce qui concerne le nombre de pays, mais le premier si on s'en tient aux pays à bas revenus.

En marge de la réunion de Washington, une présentation très complète du PASEC a été faite à différents

représentants de la Banque mondiale et au responsable de l'initiative Fast Track. C'était l'occasion de présenter, entre autres, les résultats sur l'analyse des curricula, financée par cette institution, mais surtout de faire valoir la méthodologie en valeur ajoutée et le coût modique des évaluations réalisées et financées par la CONFEMEN, au regard des autres programmes. De nombreuses questions techniques ont été formulées, notamment sur les tests, mais aussi sur le lien entre pauvreté, maîtrise de la langue d'enseignement et acquisitions scolaires.

En mars, il est prévu une réunion d'un groupe de travail mis en place par l'UNESCO, pour avancer dans la coopération en matière d'évaluation et tâcher de s'entendre sur des indicateurs communs de la qualité. Un certain consensus s'est dégagé entre les différents programmes et institutions pour adopter une approche pragmatique dans ce domaine, quitte à s'éloigner du parti pris normatif qui a longtemps prévalu. L'aspect comparable des indicateurs de la qualité n'est pas explicitement inclus dans l'objectif 2, mais semble possible en adoptant une approche régionale, qui fait sens en Afrique, en notant la prépondérance des facteurs contextuels de la scolarisation dans l'explication des résultats des élèves.

Ces différents événements montrent que la communauté internationale se soucie actuellement des questions de qualité de l'éducation. Il reste à avancer dans des actions concrètes. Le SACMEQ a ainsi proposé au PASEC, dans le cadre de la révision de ses tests, de mettre à disposition ses instruments sur les compétences de vie courante (prévention du VIH/SIDA), pour les tester dans les pays francophones.

Espérons que ces différentes initiatives permettent d'avancer dans la définition d'un concept partagé de la qualité, mais également à court terme, d'engager les différents programmes dans une coopération active et concrète pour la production de meilleures données, mais surtout pour le renforcement des capacités nationales.

PASEC VIII

La phase de traitement des données du PASEC VIII est achevée. Des rapports intermédiaires PASEC ont été transmis aux autorités du Congo et du Sénégal.

PASEC IX

Les opérations d'enquête prétest ont démarré au Burundi, aux Comores, en Côte d'Ivoire et au Liban. En Guinée Bissau, en revanche, ces opérations n'ont pas pu démarrer, faute de base de données à jour et à cause de la rentrée scolaire tardive. Les instruments du Burundi, de la Guinée Bissau et du Liban ont été traduits et adaptés dans les langues nationales, soit en kirundi et en portugais pour les deux premiers, en arabe et en anglais pour le troisième ; puis pour la plupart mis à l'essai sur le terrain au préalable. En Côte d'Ivoire, la base de données au niveau « école » couvre l'intégralité du territoire national, une première depuis plusieurs années.

Interview de Mme Adiza HIMA , Secrétaire générale de la CONFEMEN

En cette nouvelle année qui sera marquée par l'inauguration des nouveaux locaux de la CONFEMEN et qui marque le début de l'agenda préparatoire du cinquantenaire de l'institution, Mme Adiza HIMA s'est prêtée au jeu des questions-réponses de CONFEMEN infos.

1. Mme la Secrétaire générale, pouvez-vous nous faire un bilan sommaire de l'année 2008 ?

Mme HIMA : Je remercie CONFEMEN infos de me donner l'opportunité, en ce début d'année 2009, de m'adresser à ses nombreux lecteurs, acteurs à part entière de notre institution. Pour dire vrai, vous me posez là une question difficile, pour la simple raison que parler brièvement des programmes et projets exécutés et/ou auxquels la CONFEMEN a été partie prenante n'est pas du tout aisé pour une institution qui regroupe tout de même 41 États et gouvernements membres, qui est partie intégrante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et qui agit en partenariat avec une multitude d'autres organisations internationales intervenant dans le domaine de l'éducation. Néanmoins, je vais tenter de vous donner une idée de ce qu'a été l'année 2008

pour la CONFEMEN. Comme toutes les années précédentes depuis le plan de relance adopté en novembre 2002 à Ouagadougou (Burkina Faso), 2008 a été menée au trot, particulièrement à partir de mars. Outre les projets et programmes auxquels la CONFEMEN est partie prenante et que nous menons en collaboration avec d'autres organisations partenaires, nous avons dû successivement organiser l'atelier international de formation du PASEC en février ; le concours des dix mots de la Francophonie en mars ; la réunion des correspondants nationaux (CN) en avril ; la réunion du Comité scientifique en avril-mai ; la 53^e session ministérielle en mai-juin ; l'atelier d'information et de formation sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs en octobre ; et enfin, la réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation en novembre. Imaginez un peu la masse

de travail que cela a nécessité pour un personnel aussi réduit que celui du Secrétariat technique permanent (STP), et c'est sans parler des multiples sollicitations externes auxquelles, pour une question de visibilité, de conviction et de respect de nos engagements, il nous faut participer.

2. L'organisation de l'atelier sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs est quand même une innovation, pourquoi une telle initiative ?



Mme Adiza HIMA, Secrétaire Générale

Mme HIMA : Vous savez, l'atelier sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs est parti d'un constat ; constat d'abord que la communication est un facteur essentiel de la vie des systèmes éducatifs, le substrat, je dirais, du développement harmonieux des systèmes éducatifs.

Constat ensuite qu'il existe encore dans ce domaine des marges de manoeuvre importantes pour faire de la communication un levier essentiel d'amélioration de la gestion de nos systèmes éducatifs. Vous avez sans doute souvenance qu'en avril 2006, la CONFEMEN a organisé, en partenariat avec l'OIF, l'AFIDES et le CSFEF, des assises francophones de la gestion scolaire dont sont issus le mémorandum et le cadre d'action adoptés par les ministres en juin de la même année à Niamey (Niger), lors de leur 52^e session. Dans la perspective d'accompagner les pays dans l'élaboration et la mise en oeuvre de plans d'action nationaux sur la gestion scolaire, engagement pris à Niamey par les ministres et chefs de délégations, la CONFEMEN a produit un petit ouvrage sur la communication pour l'éducation intitulé *Contribution au dialogue politique en éducation, la communication pour une bonne*

gouvernance des systèmes éducatifs. C'est dans cette même logique du développement de la communication pour l'éducation au sein et autour de la CONFEMEN que nous avons entamé, déjà en 2007, le processus qui a justement abouti à la tenue de l'atelier de Cotonou. Je dois vous dire que Cotonou constitue sans aucun doute un déclic en ce sens que, pour dynamiser davantage la communication au sein de cet espace de partage et de solidarité que constitue la CONFEMEN, les participants ont décidé de la création d'un réseau qu'ils ont appelé « Réseau d'information et de communication de la CONFEMEN » ou RIC/CONFEMEN en abrégé.

Autre objectif à court et à moyen terme, la CONFEMEN commémore en 2010 son cinquantième anniversaire. Vous conviendrez que c'est là un événement majeur dans la vie de l'institution. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les ministres et chefs de délégations présents à Caraquet (Canada/Nouveau-Brunswick) lors de la 53^e session ministérielle, ont unanimement décidé de le fêter avec éclat. Notre démarche vise donc à associer pleinement les communicateurs dans la préparation, l'organisation et la tenue de cet événement. Ils ont d'ailleurs élaboré à Cotonou un plan d'actions à mettre en oeuvre dans ce sens.

3. Vous dites également avoir organisé une réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation. Qu'en est-il exactement ?

Mme HIMA : Tout comme l'atelier de Cotonou sur la communication, la réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation s'inscrit dans le cadre de la préparation de la 54^e session ministérielle et du 50^e anniversaire de la CONFEMEN qui seront dédiés, conformément à la décision prise par les ministres à Caraquet, à la qualité de l'éducation, credo de l'institution. Il a ainsi été décidé de faire la rétrospection du travail accompli dans ce domaine et d'examiner les perspectives d'une coopération francophone plus efficace pour l'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages. La réunion-débat sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation, qui s'est tenue à Bujumbura (Burundi) du 3 au 6 novembre 2008, s'inscrit en fait dans le cadre de la réflexion générale à développer et qui doit nourrir en amont les échanges sur la question lors de la 54^e session

ministérielle. Bujumbura a donc été une étape décisive devant lancer l'ouverture de la réflexion, étant entendu que les échanges continueront à travers un forum interactif que nous venons de lancer à travers le site Internet de la CONFEMEN. En outre, nous commanditerons en 2009 une étude sur la qualité de l'éducation dans les pays membres et organiserons un séminaire sur la pratique de classe. Pour revenir à la réunion-débat de Bujumbura, elle a réuni



les délégués de près de 30 pays venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique et de l'océan Indien et qui ont échangé sur quatre thèmes essentiels, à savoir les curricula, le manuel scolaire, le métier d'enseignant et la réduction des redoublements.

4. Un dernier mot...

Mme HIMA : Je voudrais profiter de l'opportunité que vous m'offrez en ce début d'année pour présenter aux lectrices et lecteurs de CONFEMEN infos nos meilleurs voeux de nouvel an. J'ai surtout le plaisir de leur annoncer qu'en 2009, la CONFEMEN s'installera dans de nouveaux locaux sis à l'Avenue Cheick Anta Diop et que nous serons très heureux de les y accueillir.

Propos recueillis par
Moussa MODI ALZOUMA.

Communication pour l'éducation

Atelier international sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs

Du 6 au 8 octobre 2008 s'est tenu à Cotonou (Bénin) un atelier international d'information et de formation sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs. L'atelier a réuni 43 acteurs en charge de la communication dans les ministères de l'Éducation des pays membres de la CONFEMEN.

Engagée dans une approche visant à intéresser et à impliquer tous les acteurs dans la dynamique de son plan de relance, la CONFEMEN a organisé, en octobre 2008 à Cotonou, un atelier d'information et de formation sur la communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs. Regroupant les communicateurs des ministères de l'Éducation des pays membres, l'atelier s'inscrit dans le cadre d'un processus entamé en 2007 et visant à faire jouer à la communication un rôle porteur dans la gouvernance des systèmes éducatifs à travers l'information objective et mobilisatrice pour un dialogue permanent entre les acteurs et partenaires de l'école. Car, au delà du champ restrictif des rapports *ministère-médias*, la communication pour l'éducation doit aussi viser, si ce n'est d'ailleurs la priorité, la mobilisation et la motivation en vue de l'implication responsable de l'ensemble des acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives.

C'est d'ailleurs dans cette logique de mobilisation, de motivation et de valorisation des acteurs que s'inscrit le plan de communication triennal adopté par le Bureau de la CONFEMEN lors de sa réunion tenue à Lomé en novembre 2007. La mise en œuvre de ce plan réserve une place de choix, à court terme, à la 54^e session ministérielle et au cinquantième de l'institution en 2010, à moyen et long terme, à la mise en place d'un cadre de communication dynamique au sein et autour de la CONFEMEN à travers un réseau des communicateurs des ministères de l'Éducation.

En effet, la CONFEMEN fêtera en 2010 son cinquantième ; un événement majeur dans la vie de l'institution que les ministres ont décidé de commémorer avec le plus grand éclat. Cette décision de marquer cette année anniversaire a été adoptée à l'unanimité par les délégations présentes à Caraquet (Canada/Nouveau-Brunswick) lors de la 53^e session ministérielle dont les travaux ont porté sur le thème « Enseignement secondaire et perspectives ».

L'année 2010 sera l'occasion pour la CONFEMEN de porter un regard rétrospectif sur ses actions, particulièrement en matière de qualité de l'éducation, dont elle a fait son credo. Il s'agira de faire le point sur les facteurs de la qualité de l'éducation et de voir



Une vue des participants à l'Atelier international sur la communication

comment ils ont été concrètement pris en compte dans la mise en œuvre des politiques éducatives et pour quels résultats. La 54^e session ministérielle devra notamment développer, sur la base des résultats atteints, une stratégie prospective pour la coopération francophone en matière de qualité de l'éducation.

Outre cet objectif à court et moyen terme, d'autres motifs justifient la tenue de l'atelier de Cotonou et la nécessité de soutenir les perspectives qui y ont été tracées : l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nouvelles et efficaces centrées sur la gestion, par conséquent sur les pratiques de bonne gouvernance, la culture de l'évaluation, la responsabilisation, l'imputabi-

lité et la reddition de comptes des acteurs, sont autant de défis majeurs qui se posent aux systèmes éducatifs. Le développement de la communication pourrait grandement contribuer à favoriser, voire faciliter la résolution de tant de problèmes liés à ces aspects.

Au programme

Pour la première communication relative au thème *Connaissance générale de la CONFEMEN*, la Secrétaire générale a fait une brève présentation de l'institution en insistant notamment sur le plan de relance de la CONFEMEN et les axes stratégiques retenus pour le développement du pilotage des systèmes éducatifs. Dans l'optique de mieux faire découvrir aux participants la CONFEMEN et ses productions, Madame *Adiza HIMA* a présenté les trois axes de ce plan de relance, tout en relevant la place stratégique accordée à dessein à la communication. Elle a notamment évoqué tous les efforts entrepris depuis l'adoption du plan de relance en vue de développer la communication au sein et autour de la CONFEMEN. « La rencontre de Cotonou qui s'inscrit justement dans ce cadre, a-t-elle précisé, vise à impliquer davantage les communicateurs dans le pilotage des systèmes éducatifs. »

Pour la seconde communication, M. Moussa MODI, conseiller en communication de la CONFEMEN, a présenté la conception que la CONFEMEN se fait de la communication pour l'éducation, à savoir un processus par lequel les acteurs s'entendent sur une politique et créent une synergie afin de mettre en œuvre de façon cohérente les actions qu'ils ont retenues. S'appuyant sur les réponses au questionnaire antérieurement transmis aux participants venus des pays membres de la CONFEMEN pour cet atelier, il a notamment relevé que la communication reste le parent pauvre des programmes et que les communicateurs en éducation sont généralement confrontés à une absence ou à une insuffisance de ressources financières, humaines et matérielles. « Cependant, a-t-il fait observer, il existe des

signes d'espoir qui portent notamment sur l'existence d'une volonté réelle des communicateurs de jouer leur partition dans la réalisation des objectifs de l'éducation et l'existence de structures de communication au sein des ministères. » Néanmoins, il devient urgent, pour une question d'efficacité, de renforcer les cellules de communication des ministères, tant en ressources humaines qualifiées qu'en ressources financières et matérielles.

Pour la troisième communication, M. Beifith KOUAK TIYAB, conseiller technique du PASEC, a témoigné de la place importante que la CONFEMEN accorde à la qualité des apprentissages dans ses interventions au sein des États et gouvernements membres, notamment à travers son programme PASEC. Il a insisté sur l'importance de ces évaluations pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il

a également mis l'accent sur l'évaluation en tant qu'élément incontournable dans le processus de décision et de pilotage des systèmes éducatifs. « L'accroissement massif de la scolarisation, indique-t-il, n'implique pas nécessairement une dégradation de la qualité comme certains pourraient le croire. »



Photo de famille des participants

Abordant le premier thème de son exposé, *Information et communication : quels rapports pour la promotion de l'éducation ?*, le Professeur Serge Théophile BALIMA a d'abord défini les notions de communication et d'information avant de rappeler leur importance dans les progrès de la gestion des systèmes éducatifs. Il a soulevé la problématique des attributions des communicateurs à la fois chargés de la communication publique, de l'information et des relations avec la presse et les médias. Le second thème, *Rôles et missions du communicateur pour le développement de l'éducation et stratégie de communication en éducation*, le Professeur BALIMA a estimé que le rôle du communicateur pour le développement de l'éducation et ses fonctions consistent, notamment, à savoir utiliser la communication pour accompagner les politiques nationales en matière d'éducation et d'alphabetisation, d'en faire un instrument qui permet d'instaurer un dia-

logue social autour des questions d'éducation et d'en avoir une vision prospective. Le communicateur en éducation doit aussi pouvoir aider les citoyens à s'adapter aux transformations rapides de la société, à comprendre les réformes et à coordonner l'information sur l'éducation.

Pour que les stratégies de communication pour le développement de l'éducation soient efficaces, le communicateur doit avoir certaines aptitudes. Il doit être convaincant et savoir prendre des initiatives. Il doit également être capable d'identifier les publics cibles à toucher suivant les besoins de la communication et de développer une communication interne, externe et interpersonnelle. Le Professeur BALIMA a précisé à ce sujet que les objectifs de communication doivent être clairs, mesurables et réalistes et que le communicateur doit concevoir des idées de messages porteurs d'intérêt, déterminer les approches appropriées et faire le suivi des actions sur le développement de l'éducation. Aussi a-t-il invité les communicateurs au respect de l'éthique et de la déontologie dans l'accomplissement de leurs missions.

Deux groupes ont été constitués pour les travaux en atelier : l'un sur la préparation du 50^e anniversaire de la CONFEMEN et les mécanismes de contact entre le STP et les pays ; l'autre sur la création et la mise en place d'un réseau de communicateurs en éducation. Les participants ont alors retenu un certain nombre d'activités à entreprendre dans le cadre du cinquantenaire de la CONFEMEN. S'agissant de la mise en place d'un Réseau d'information et de communication en éducation des États et gouvernements membres de la CONFEMEN (**RIC/CONFEMEN**), les participants ont convenu de mettre en place un comité pour la rédaction des textes fondateurs dudit réseau. Pendant ces trois jours, ils ont partagé les expériences de leurs pays respectifs en matière de communication. Ils ont exprimé quelques préoccupations, entre autres :

- la difficulté du communicateur à jouer son rôle s'il n'est pas associé aux instances de réflexion et/ou de décision (réunions de cabinet, missions à l'étranger, réunions de concertation, etc.) ;
- la rareté des ressources allouées aux services de communication ;
- le manque de valorisation du rôle du communicateur.

Ils ont aussi formulé quelques recommandations, notamment à l'adresse des ministres du Bureau de la CONFEMEN auxquels ils ont particulièrement demandé d'assurer la pérennisation du

réseau et de ses activités au sein et autour de la CONFEMEN.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la ministre de l'Enseignement maternel et primaire du Bénin, Mme Christine OUIINSAVI, en présence de ses collègues, la ministre de l'Enseignement secondaire et de la Formation technique et professionnelle et la ministre de l'Alphabétisation, de la planification et de la langue nationale, du représentant de l'OIF, M. Étienne ALINGUE ainsi que de plusieurs invités de marque. Après les souhaits de bienvenue aux participants, la secrétaire générale, Mme Adiza HIMA, a dans son intervention mis l'accent sur l'importance de la communication dans nos systèmes éducatifs et du besoin de cohésion et d'une vision partagée pour la mise en œuvre des politiques éducatives. Quant à la ministre OUIINSAVI, elle a félicité la Secrétaire générale pour son dévouement en matière d'éducation et a souligné l'importance d'une communication active dans les réformes de l'éducation et de la synergie entre les partenaires.

À l'issue des trois jours de travaux, les recommandations suivantes ont été faites :

À l'endroit du réseau et de la CONFEMEN :

- assurer la pérennisation du réseau et de ses activités au sein et autour de la CONFEMEN ;
- rendre visible les activités la CONFEMEN dans les pays membres.

À l'endroit des ministres en charge de l'Éducation :

- soutenir la mise en place du Réseau, ses activités et ses projets ainsi que les cellules de communication de leurs ministres ;
- favoriser des rencontres périodiques à l'intention des communicateurs ;
- doter davantage les cellules de communication en moyens humains, matériels et financiers ;
- assurer une meilleure collaboration entre les chargés de communication et les correspondants nationaux.

À l'endroit de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) :

- appuyer le réseau dans la mise en œuvre de ses programmes d'activités, particulièrement dans le cadre du 50^e anniversaire prévu en 2010 ;
- intercéder auprès des bureaux régionaux pour un soutien aux activités/pays ;
- intercéder auprès des opérateurs de la Francophonie et des conférences, pour une synergie dans le soutien à apporter au Réseau.

À l'endroit des Organisations internationales intervenant en éducation :

- soutenir l'initiative louable de la CONFEMEN en vue d'une plus grande promotion d'une meilleure gouvernance de nos systèmes éducatifs.

Fait à Cotonou, le 8 octobre 2008.

Départs...

Jean-Noël SENNE est de nationalité française. Diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et titulaire du Master de recherche « Analyse des politiques économiques » de l'École d'économie de Paris, il a été mis à la disposition du Secrétariat technique permanent (STP) à titre de Conseiller technique au Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). Au cours de son séjour, qui a duré un peu plus d'un an, M. SENE a mis ses compétences à la disposition du STP, faisant notamment preuve d'un esprit d'équipe et d'une générosité appréciables. Arrivé au terme de son mandat, il a quitté le STP le 19 décembre 2008.

Kenneth HOUNGBEDJI est de nationalité béninoise. Ingénieur statisticien issu de l'École nationale d'économie appliquée (ENEA), il a effectué un stage au STP à partir de mars 2005 qu'il a consacré aux réflexions sur la consolidation des techniques d'échantillonnage utilisées lors des évaluations PASEC. Recruté en janvier 2006 en qualité de Conseiller technique au PASEC, M. HOUNGBEDJI a participé à plusieurs évaluations, notamment l'évaluation thématique en Guinée et l'évaluation diagnostique à Madagascar.

M. HOUNGBEDJI a été tout au long de son séjour au STP, un collaborateur modèle, d'une grande disponibilité, travailleur, compétent et efficace. Arrivé au terme de son mandat, M. HOUNGBEDJI a quitté le STP le 30 septembre 2008.

Beïfith KOUAK TIYAB est de nationalité togolaise. Ingénieur statisticien et titulaire du Master en recherche en économie du développement du Centre d'études et de recherches sur le développement international de France, il a d'abord travaillé au STP en tant que contractuel durant quelques mois avant d'être recruté en janvier 2007 en qualité de Conseiller technique au PASEC. Durant son séjour, M. KOUAK TIYAB a su apporter au STP aussi bien sa compétence, son expérience que son amour du travail bien fait et sa vivacité. M. KOUAK TIYAB a quitté le STP au terme de son mandat, à la fin décembre 2008.

Voahangy RAHELIMANANTSOA est de nationalité malgache. Titulaire d'une maîtrise en mathématiques appliquées et d'un diplôme en planification, elle a servi pendant plus de 14 ans au sein de la direction de l'unité d'études et de recherches pédagogiques du ministère de l'Éducation nationale de son pays, où elle a travaillé sur les enquêtes, la collecte de données, les statistiques des établissements scolaires, les analyses de données et les indicateurs de l'éducation.

Mise à la disposition du Secrétariat technique permanent à partir d'octobre 2004, Mme RAHELIMANANTSOA a participé à plusieurs évaluations, notamment aux évaluations diagnostiques au Bénin et au Gabon. Courtoise et sérieuse dans ses activités professionnelles, Mme RAHELIMANANTSOA s'est honorablement acquittée de son mandat, au terme duquel, le 30 septembre 2008, a quitté le STP.

... et Nouveaux visages

Marine PINET est de nationalité française. Récemment diplômée d'un Master 2 en Sciences de l'Éducation et de la Formation, parcours pilotage et évaluation des systèmes éducatifs de l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU) de l'Université de Dijon, elle est mise à disposition de la CONFEMEN dans le cadre du projet pilote de volontariat francophone (VF) de l'Organisation internationale de la francophonie. Elle occupe la fonction d'Assistante en politiques éducatives depuis octobre 2008.

Oscar Savadogo est de nationalité burkinabé. Ingénieur des travaux informatiques en option systèmes et réseaux informatiques, avec un DEUG en sciences économiques et gestion, il a acquis de l'expérience à travers différents stages auprès de structures comme l'Agence universitaire de la Francophonie de Ouagadougou, le Centre d'accès à l'information de Bobo-Dioulasso etc. Militant de la vie associative, il a été président du club des jeunes leaders de la famille du Rotary, le Rotaract club de Ouagadougou dont il est membre. Passionné des arts martiaux et ceinture noire de judo, il a été successivement secrétaire général adjoint puis secré-

taire adjoint à l'organisation de la ligue de centre de judo du Burkina Faso. Il assure depuis octobre 2008 la gestion du réseau informatique du STP dans le cadre du projet pilote de volontariat francophone (VF) de l'Organisation internationale de la francophonie.

Danielle LAVOIE est de nationalité canadienne. Terminant une maîtrise en communication de l'Université du Québec à Montréal, Mme LAVOIE est aussi diplômée en études littéraires et en relations publiques. Dans le cadre de ses activités de recherche, elle se penche sur les liens entre développement durable et relations publiques ainsi que sur la gouvernance internationale du travail.

De 2002 à 2008, parallèlement à ses études, elle a appuyé et conseillé des organismes à but non lucratif ainsi que des organisations des secteurs parapublic et associatif en matière de communication et de relations publiques. Elle développe pendant cette période une expertise dans les domaines de la culture et de l'environnement ainsi que dans la création d'outils de communication électroniques et imprimés.

Arrivée à la CONFEMEN en janvier 2009, Mme LAVOIE espère mettre ses aptitudes rédactionnelles, sa maîtrise des applications de conception graphique et des technologies de l'information ainsi que son sens de la planification stratégique au service du pôle communication auquel elle est rattachée.

Seydou HAMIDOU GARBA est de nationalité nigérienne. Il est diplômé de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) d'Alger et titulaire du Diplôme d'ingénieur d'État en statistique. Après un cours séjour à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de Niamey, il servit successivement au ministère des Enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie et au ministère de l'Éducation nationale du Niger. Statisticien à la division de l'Évaluation et du suivi des acquis scolaires (DESAS) de la direction des examens et concours (DEC), il a participé activement à plusieurs enquêtes nationales, notamment dans l'échantillonnage, l'élaboration des instruments d'évaluation, l'enquête sur le terrain, l'élaboration des masques de saisie, le traitement et l'analyse des données.

De retour d'un stage de formation de 45 jours à Tunis sur l'évaluation des acquis des élèves en approche par les compétences (APC), il est mis à la disposition de la COFEMEN à partir de Janvier 2009. Riche de ces expériences, Seydou HAMIDOU GARBA apportera certainement sa contribution dans le développement du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC).

Bassile Zavier TANKEU est de nationalité camerounaise. Ingénieur statisticien diplômé de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquées (ISSEA) de Yaoundé, il est également titulaire du diplôme d'Analyste programmeur et du diplôme d'Analyste concepteur, obtenus respectivement à Control data institute et Argos consultant de Paris. M. TANKEU a notamment été Homologue des experts de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris dans le projet d'informatisation des services du ministère de l'Éducation nationale.

Il a entre autres conduit l'élaboration de la composante Appui institutionnel dans le cadre du projet Éducation V de son pays, analysé et rédigé le Rapport de l'étude MLA, participé comme Expert associé à l'étude ROCARE sur l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique de l'Ouest et du Centre: Étude

d'écoles pionnières et réalisé avec beaucoup de satisfaction les différentes missions que le STP lui a confiées au Tchad et au Congo.

Mis à la disposition de la CONFEMEN à partir de Janvier 2009, Monsieur TANKEU, qui dispose d'une riche et vaste expérience dans le domaine de l'évaluation, va certainement apporter une plus value importante au travail du STP, particulièrement en matière d'évaluation des systèmes éducatifs, pôle auquel il est rattaché.

Moussa OUNTENI est de nationalité nigérienne. Ingénieur statisticien de formation à l'École nationale d'Économie Appliquée, M. OUNTENI est également en train de terminer un Master Professionnel en Finance-Banque à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Avec une expérience riche en recherche économique et sociale, M. OUNTENI a conduit des études notamment dans le domaine de l'éducation, de la pauvreté, des NTIC,... Parallèlement, il a renforcé ses capacités en modélisation des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques.

Arrivée à la CONFEMEN à partir de février 2009, M. OUNTENI ambitionne d'apporter au PASEC sa riche expérience dans l'analyse des systèmes éducatifs, ses compétences en analyse statistique de données, son expérience dans la conduite des enquêtes/études, sa maîtrise des applications de traitement statistique de données, son expérience en évaluation de programmes et de projets.



De g. à dr. : Moussa Ounteini, Marine Pinet, Bassile Zavier Tankeu, Seydou Hamidou Garba, Danielle Lavoie, Oscar Savagodo,

CONFEMEN INFOS

est une lettre trimestrielle consacrée à l'actualité éducative, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde.
Elle est publiée par le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN

Directrice de publication : Adiza Hima

Rédacteur en chef : Modi Alzouma Moussa

Rédaction : Modi Alzouma Moussa

Collaboration : Pierre Varly, Anne Penda Sène, Fatou Ndoye, Agathe Fiset, Danielle Lavoie

Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN

Immeuble Kébé Extension, 3^e étage

BP 3220 - Dakar - Sénégal

Tél. : (221) 33 822 47 34

Fax : (221) 33 821 32 26

Email : confemen@confemen.org